

LE BON CHEMIN. LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE DE LA GAUCHE MISE EN PERSPECTIVE

Pierre-Alain Muet

01/07/2013

Alors que la France et l'Europe sont en crise, le président de la République a mis en place une politique économique cohérente et des réformes courageuses. Pierre-Alain Muet propose d'aller plus loin en osant une action massive et sans complexe sur l'emploi dès l'été 2013.

Synthèse :

Télécharger la synthèse :

Croissance nulle depuis cinq ans, chômage massif, compétitivité en berne et dette fortement dégradée : quand François Hollande est élu président de la République, la France est gravement malade, dans une Europe en crise. Une situation qui appelle une thérapie subtile, équilibrée, bien éloignée des politiques unijambistes qui alimentent souvent les discours politiques. C'est cette cohérence que l'ouvrage souligne après avoir passé en revue les conséquences de la crise financière et de la crise de l'euro, la politique budgétaire, l'action sur l'emploi et la compétitivité et la régulation financière.

Une politique économique cohérente

La politique mise en œuvre depuis le début du quinquennat de François Hollande était d'abord nécessaire. Nécessaire car il fallait attaquer les quatre déficits – dette, demande, chômage, compétitivité – héritages de la crise et des politiques antérieures. Cohérente car qu'il fallait commencer par l'urgence : la dette et l'emploi.

Réduire le déficit en pesant le moins possible sur la croissance, tout en soutenant l'emploi et en réalisant une importante réforme de la fiscalité, furent les trois priorités du budget pour 2013. Il fallait ensuite s'attaquer au problème de compétitivité sans peser sur la demande en 2013, ce que permit la suppression de la TVA sociale et son remplacement quelques mois plus tard par le Crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) dont le financement n'interviendra qu'en 2014.

Cohérence aussi dans la stratégie de lutte contre le chômage : mise en place rapide des emplois d'avenir pour répondre à l'urgence sociale et soutenir la demande à travers son impact sur le revenu global. Puis action plus structurelle sur l'offre pour rendre la croissance plus riche en emplois,

notamment aux deux extrémités de la vie active (jeunes et seniors) où le taux d'emploi est le plus faible. Enfin, des réformes structurelles importantes avec l'aboutissement de la négociation sur la sécurisation de l'emploi.

Réduire la dette – même par une politique subtile comme celle mise en œuvre dans le budget pour 2013 – a nécessairement un effet dépressif sur la demande. Effet qu'il convient de compenser par une politique de soutien à l'emploi seule à même de maintenir le revenu global. Alors que le déficit de demande est aujourd'hui bien plus important que le déficit d'offre compétitive et le restera encore pendant de nombreuses années, le budget 2013 y consacre huit fois moins de moyens financiers qu'au CICE. C'est dans ce domaine qu'il faut rééquilibrer les choses.

L'emploi clef de la reprise

Avec la récession amorcée début 2012, la France comme l'Europe connaît un nouvel effondrement de la demande, comme en atteste l'écart à la production potentielle en 2013, compris entre 3 et 5 % du PIB. Dans ce contexte et compte tenu de la nécessité de réduire à terme les déficits, l'une des façons les plus sûres de retrouver rapidement la croissance est la création directe d'emplois dans le secteur non marchand pour soutenir l'emploi, le revenu et la demande. Le choix de privilégier les jeunes les plus éloignés de l'emploi dans les emplois d'avenir, notamment dans les zones urbaines sensibles, est pertinent dans l'absolu, mais le nombre d'emplois d'avenir n'est pas suffisant dans la situation conjoncturelle actuelle pour soutenir la demande. Il faut soit l'augmenter en élargissant le dispositif, soit accélérer les dispositifs traditionnels d'emplois aidés, notamment en direction des jeunes dans le secteur non marchand.

Le bon chemin, c'est en effet de mettre à profit le délai de deux ans accordé par l'Europe, pour réduire le déficit structurel de façon plus modérée, afin de permettre à l'économie de redémarrer. Cela suppose un « effort structurel » – c'est-à-dire une réduction de déficit due à des mesures adoptées par les pouvoirs publics – qui ne dépasse pas un demi point de PIB par an, laissant au rebond du PIB le soin d'apporter le complément de croissance et de recettes budgétaires pour atteindre l'objectif de 3 % de déficit effectif en 2015.

A condition d'oser une action massive et sans complexe sur l'emploi dès l'été 2013, le pari du président d'inverser rapidement la courbe du chômage est tenable et est la meilleure façon de retrouver la croissance et de consolider à terme la réduction des déficits. Tel pourrait être le bon chemin pour tirer parti des réformes courageuses conduites depuis un an.